Espagne : Drogue et prostitution augmentent le PIB de plusieurs milliards

26/09/2014 à 8h30

Eurostat impose que toutes les transactions commerciales librement consenties soient prises en compte dans le PIB des Etats membres de l'Union européenne. L'Espagne a donné en exemple ses chiffres 2010.



Le trafic de drogue et la prostitution ont augmenté de 9,4 milliards d'euros le produit intérieur brut (PIB) de l'Espagne en 2010, selon les statistiques révisées en fonction de nouvelles normes européennes.

Pour 2013, le PIB a été révisé en hausse de 2,56%, à 1081 milliards d'euros mais l'Institut national de la statistique (INE) ne précise pas la part représentée par les activités criminelles. Or, elle est difficile à évaluer puisque le nouveau calcul tient également compte des dépenses dans les

secteurs de recherche et développement ainsi que militaire, en application de nouvelles normes internationales.

Pour 2010, l'Ine a accepté de fournir des chiffres "à titre exceptionnel." Les activités criminelles représentent 0,87% du PIB. Parmi elles, la prostitution a compté pour 0,35% de l'activité du pays soit 3,783 milliards d'euros et le trafic de drogue pour 5,405 milliards d'euros (0,5% du PIB). Les 0,2% restants sont dus à la contrebande de tabac et aux paris clandestins. L'Ine affirme s'être fondé, pour ses calculs, sur "des études académiques et scientifiques" ainsi que des rapports officiels.

Transactions librement consenties

> *L'institut européen de la statistique, Eurostat, a donné jusqu'au 1er septembre aux Etats-membres pour intégrer les activités illégales créatrices de richesses (trafic de drogue, prostitution) dans les statistiques nationales, estimant qu'il s'agit de transactions commerciales consenties librement.*

Ces normes ont créé la polémique dans plusieurs pays: la France a refusé de comptabiliser la prostitution estimant qu'elle n'était pas "une activité commerciale librement consentie".

La Suède, où "l'achat de services sexuels" est un délit, a affirmé ne pas avoir d'ajustement à faire. L'Italie a publié lundi un PIB révisé pour 2013 en hausse de 3,8% en tenant compte des nouvelles normes et la Grande-Bretagne a estimé que les revenus des activités illégales pourraient atteindre 12,3 milliards d'euros, un peu moins de 1% du PIB de 2013.

En Espagne, "il n'y a eu aucun problème, ni technique ni d'un autre ordre au sein du gouvernement, puisqu'il s'agit

simplement d’appliquer une décision d’Eurostat qui a été prise pour harmoniser les méthodes de calcul”, a affirmé une source au sein du ministère de l’Economie.
Un maquillage de la dette?

Toutefois, certains remettent en question ce choix. Comme le syndicat des inspecteurs du fisc Gestha, auteur d’un rapport montrant que l’activité au noir a augmenté ces dernières années jusqu’à 24,6% du PIB en 2012. “Les activités illégales ne sont pas inclues dans notre étude ni dans la majorité des études sur l’économie souterraine. Et nous ne comprenons pas la motivation pour l’inclure”, a affirmé à l’AFP le président du syndicat des inspecteurs du fisc Gestha, Carlos Cruzado.

Selon lui, “ces chiffres vont surtout induire un certain “maquillage” au sens où ils vont aider à présenter de meilleurs chiffres de déficit et de dette”. La dette de l’Espagne s’établissait fin juin à 96,4% du PIB, contre 98,9% avec l’ancien calcul, selon les chiffres révisés publiés jeudi par la Banque d’Espagne.

De plus, ce changement de modalités a, selon Carlos Cruzado, “un lien avec la question de la légalisation de la prostitution” qui fait débat en Europe.

Lexpress.fr